

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	45	30

N° de la séance : 18

Objet de la délibération : Direction des
Ressources Humaines - RIFSEEP et
Répertoire des fonctions - Actualisation

<div><div><input checked="" type="checkbox"/></div>Original</div> <div><div><input type="checkbox"/></div>Expedition certifiée conforme à l'original</div> <div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div> <div>Stéphane PINTRE</div>

N° Enregistrement : CC.2019.018

Date de la convocation :

Le 05/02/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **21 FEV. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **21 FEV. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN-SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 février 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 11 février à 17h, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Afrim KACA, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Martine SAVALLI, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Khéra BADAoui

PROCURATIONS :

Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Patrick CHAGNEAU à Guilaine DEBRAS, Audouin RAMBAUD à Jacques GENTE, Michel BERTRAND à Michel VIANO, Abderrazak SALOUH à Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN à Lionnel LUCA

ABSENTS :

Joseph LE CHAPELAIN, Jean-Pierre MASCARELLI, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, André-Luc SEITHER, Patrick DULBECCO, Guy GIRAUD, Elisabeth JANIN, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Anne-Marie DUMONT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Valérie TIERAN-GNONI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur MAURIN,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu la loi 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires notamment son article 84,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2015-661 modifiant le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat,

Pour les ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX, **Vu** l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Pour les ATTACHES TERRITORIAUX, **Vu** l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Pour les REDACTEURS, EDUCATEURS DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES, ANIMATEURS TERRITORIAUX, **Vu** l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Pour les ASSISTANTS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS, **Vu** l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'Etat rattachés au ministre de l'intérieur des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Pour les ADJOINTS ADMINISTRATIFS, ADJOINTS D'ANIMATION, AGENTS SOCIAUX, OPERATEURS DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES, Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Pour les CONSEILLERS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS, Vu l'arrêté du 3 juin 2015 portant application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Pour les ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE, Vu l'arrêté du 30 décembre 2016 pris pour application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Pour les ADJOINTS TECHNIQUES ET AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX, Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Pour les CONSERVATEURS et BIBLIOTHECAIRES TERRITORIAUX et les ASSISTANTS DE CONSERVATION DU PATRIMOINE TERRITORIAUX, Vu l'arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique territoriale,

Vu l'avis du Comité Technique du 14 novembre 2016 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du R.I.F.S.E.E.P. aux agents de la collectivité de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,

Vu la Délibération du 19 décembre 2016 portant sur la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'avis du Comité Technique du 26 juin 2017 relatif aux modifications des conditions d'octroi du R.I.F.S.E.E.P.,

Vu la Délibération du 26 juin 2017 portant sur les modifications des conditions d'octroi du R.I.F.S.E.E.P.,

Vu l'avis du Comité Technique du 11 décembre 2017 relatif à l'actualisation du R.I.F.S.E.E.P. et du répertoire des fonctions,

Vu la Délibération du 18 décembre 2017 relatif à l'actualisation du R.I.F.S.E.E.P. et du répertoire des fonctions,

Vu l'avis du Comité Technique du 26 mars 2018 relatif à l'actualisation du R.I.F.S.E.E.P. et du répertoire des fonctions,

Vu la Délibération du 9 avril 2018 relatif à l'actualisation du R.I.F.S.E.E.P. et du répertoire des fonctions,

Vu l'avis du Comité Technique du 24 septembre 2018 relatif à l'actualisation du R.I.F.S.E.E.P. et du répertoire des fonctions,

Vu la Délibération du 27 septembre 2018 relatif à l'actualisation du R.I.F.S.E.E.P. et du répertoire des fonctions,

Vu l'avis du Comité Technique du 04 février 2018 relatif à l'actualisation du R.I.F.S.E.E.P. et du répertoire des fonctions,

1- Les principes du R.I.F.S.E.E.P.

- Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel est composée de deux parties :
 - L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,
 - Le Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Pour les agents transférés, conformément à l'article L 5211-4.1 CGCT, ils bénéficieront de la possibilité de conserver le régime indemnitaire de leur ancienne collectivité ou d'adhérer au régime de la CASA.

Les règles de cumul du R.I.F.S.E.E.P. :

L'I.F.S.E. et le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.).

Les primes ci-dessous sont maintenues et cumulables avec l'I.F.S.E.:

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs d'intéressement collectif,

- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- La prime de responsabilité versée au DGS.

L'arrêté en date du 27/08/2015 précise par ailleurs que le Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) est cumulable avec les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2000-815 du 25/08/2000.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

2- L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E.)

Article 1. – Le principe

L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E.) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

- Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi est **réparti entre différents groupes de fonctions au sein des cadres d'emplois au vu des critères professionnels suivants :**

- **Fonctions d'encadrement, de coordination :** prise en compte des responsabilités plus ou moins lourdes sur l'encadrement, l'élaboration et le suivi des dossiers stratégiques,
 - **Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :** valorisation des acquisitions et mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine fonctionnel de l'agent,
 - **Sujétions particulières** ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel : sujétions spéciales liées à l'exercice des fonctions et qui ne font pas l'objet d'une indemnisation dans le cadre de dispositif indemnitaire cumulable avec le R.I.F.S.E.E.P.
- L'I.F.S.E. sera composée de deux parts :
 - Une part fixe ; prime mensuelle qui est déterminée selon les critères de fonction, d'encadrement, de coordination, de technicité ou d'expertise.
 - Une part variable fondée sur des sujétions particulières.

Article 2. – Les bénéficiaires

Seront bénéficiaires de l'I.F.S.E. dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat :

- Les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Article 3. – La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima

Les montants maxima de l'I.F.S.E. sont déterminés par l'organe délibérant en fonction du plafond global du R.I.F.S.E.E.P. (I.F.S.E. plus C.I.A.), afin que la somme des deux parts ne dépasse pas le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris en annexe 3 est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent des montants annuels maxima par catégorie.

Mesure transitoire pour la détermination des plafonds : Application du dispositif dans l'attente de la parution de tous les cadres d'emplois :

Pour les cadres d'emplois pour lesquels les arrêtés ministériels permettant l'application de plafond ne seraient pas parus, **le régime indemnitaire sera versé selon les critères définis pour tous dans la présente délibération dans la limite des plafonds des primes actuellement en vigueur pour chaque grade.**

Article 4. – Le réexamen du montant de l'I.F.S.E.

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen **sans que le montant soit obligatoirement revalorisé :**

- 1- Soit **en cas de changement de fonction** suite à un changement de grade ou pas à la date effective de la prise de poste.
Il est précisé que le seul fait de changer de grade n'ouvre pas droit au réexamen de l'IFSE. Il faut que ce dernier soit obligatoirement accompagné d'un changement de fonction.
- 2- Soit **au titre de la reconnaissance de l'expérience** dans le cadre de la campagne annuelle de réexamen du régime indemnitaire.
Dans ce cas, il est précisé que les réajustements de l'I.F.S.E. individuels se fonderont sur la base de l'expérience, de l'expertise et des compétences acquises par l'agent.
Pour pouvoir bénéficier d'une augmentation à l'occasion de la campagne annuelle de réexamen du régime indemnitaire, les agents ne devront pas avoir obtenu une revalorisation du régime indemnitaire au titre d'un changement de fonction ou au titre de la reconnaissance de l'expérience au cours de l'année précédente.
Pour les nouveaux arrivants, le réexamen de l'I.F.S.E. ne pourra se faire qu'après une année pleine d'exercice au 1^{er} janvier de l'année de la campagne et au regard d'une évaluation.

Article 5. – Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E.

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

- En cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service) : l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement,
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement,
- En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'I.F.S.E. sera suspendu,
- En cas d'absence non autorisée : l'I.F.S.E. suivra le sort du traitement.

Cf. tableau récapitulatif de maintien des primes en fonction du motif d'éloignement ci-après :

Tableau récapitulatif de maintien des primes en fonction du motif d'éloignement :

Motifs de l'absence	Maintien du Régime Indemnitaire (I.F.S.E. part fixe)
Congé annuel	OUI
Congé de maladie ordinaire	Dans les mêmes proportions que le traitement de base
Accident de travail / Maladie professionnelle	Dans les mêmes proportions que le traitement de base
Congé de longue maladie	NON

Congé de longue durée	NON
Temps partiel thérapeutique	Dans les mêmes proportions que le traitement de base
Congé de maternité, paternité et adoption	Dans les mêmes proportions que le traitement de base
Congé de grave maladie	NON
Autorisation non autorisée	Dans les mêmes proportions que le traitement de base

Article 6. – Périodicité de versement de l’I.F.S.E.

Elle sera versée mensuellement pour la part fixe et selon les conditions de versement fixées en Annexe 2 pour la part variable.

Le montant sera proratisé en fonction du temps de travail.

Article 7. – Clause de revalorisation

Les montants maxima (plafonds) évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l’Etat.

Article 8. – Système de modulation de l’I.F.S.E.

- Pour chaque fonction identifiée dans « le répertoire des fonctions » une fourchette fixant le montant mini et maxi (cf. annexe 2) sera arrêté en prenant en compte les critères ayant servi à définir les groupes les groupes de fonctions (Cf. article 1). Ce versement correspondra à la part fixe de l’I.F.S.E., dénommée « I.F.S.E part fixe ».
- Pour chaque sujétion particulière un montant sera versé selon les conditions définies en annexe 2 : montant I.F.S.E. part variable, dénommé « I.F.S.E part variable ».
- Les montants individuels part fixe et variable seront alloués dans la limite des plafonds prévus par l’Etat et détaillés dans l’article 3.

Article 9. – La date d’effet des mises à jour

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter de la constitution de son caractère exécutoire.

3- Le Complément Indemnitare Annuel (C.I.A.)

N.B. : La mise en place de ce complément n’est pas obligatoire.

Article 1. – Le principe

Le Complément Indemnitare Annuel (C.I.A.) est lié à l’engagement professionnel et à la manière de servir.

Article 2. – Les bénéficiaires

Seront bénéficiaires du C.I.A. dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d’Etat :

- Les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Les agents sous contrats aidés (CAE) relevant du droit privé ne sont pas concernés par les dispositions relatives au R.I.F.S.E.E.P. Par soucis d’équité et d’égalité de traitement avec les agents publics exerçant les missions équivalentes, une prime annuelle est instaurée et versée dans les mêmes conditions que le CIA pour les agents sous contrats aidés.

Article 3. – La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima

Les montants maxima du C.I.A sont déterminés par l'organe délibérant en fonction du plafond global du R.I.F.S.E.E.P (I.F.S.E plus C.I.A), afin que la somme des deux parts ne dépasse pas le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris en annexe 3 est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants annuels maxima par catégorie.

Mesure transitoire pour la détermination des plafonds : Application du dispositif dans l'attente de la parution de tous les cadres d'emplois :

Pour les cadres d'emplois pour lesquels les arrêtés ministériels permettant l'application de plafond ne seraient pas parus, **le régime indemnitaire sera versé selon les critères définis pour tous dans la présente délibération dans la limite des plafonds des primes actuellement en vigueur pour chaque grade.**

Article 4. – Les modalités de maintien ou de suppression du C.I.A.

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le C.I.A. ne sera pas versé. Il sera proratisé.

Article 5. – Périodicité de versement du Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.)

Le complément indemnitaire annuel fera l'objet **d'un versement en une seule fois au mois de novembre.**

Le montant étant modulable en fonction de la manière de servir, il ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Le montant sera proratisé en fonction du temps de travail.

<u>Travail fourni</u> : non conforme au poste occupé Manquements importants aux obligations des fonctionnaires (entraînant des dysfonctionnements importants)	Palier 1, soit 0 €
<u>Travail fourni</u> : inférieur aux attentes dans un ou plusieurs domaines d'activité du poste: résultats insuffisants et/ou plusieurs manquements ponctuels	Palier 2, soit 483 €
<u>Travail fourni</u> : conforme au poste occupé L'agent a fait son travail, il a rempli sa mission consciencieusement Attention le surcroît de travail généré ponctuellement par un événement type : congrès, reclassement statutaire, salon, déménagement, etc..., fait partie intégrante du poste et correspond à un travail dit « normal » par rapport aux fonctions. Seules des nouvelles missions permanentes ou liées à l'absence prolongée de collègue qui n'a pu être remplacé permettent d'accéder au palier supérieur.	Palier 3, soit 1 116€
<u>Travail fourni</u> : supérieur aux attentes, très bonne contribution aux objectifs. L'agent a fait preuve de nombreuses initiatives, d'une grande disponibilité et a dépassé le simple cadre de sa fonction.	Palier 4, soit 1 357,50 €
<u>Travail fourni</u> : participation significative à un projet nouveau impliquant un travail ou une fonction supplémentaire conséquente. Par exemple, prise en charge réussie d'un intérim mise en œuvre suite à l'absence prolongée d'un collègue qui n'a pu être remplacé	Palier 5, soit 1599 €

Article 6. – Modalités d'attribution du C.I.A.

Les montants alloués aux agents s'appuieront sur l'entretien professionnel.

Le critère retenu sera l'appréciation générale littéraire.

Le C.I.A. sera versé sur proposition de la chaîne hiérarchique. L'évaluation du travail fourni permettra d'attribuer des montants définis selon 5 niveaux de palier conformément au tableau ci-dessous :

La chaîne hiérarchique proposera un niveau de palier pour le premier semestre et un niveau de palier pour le second semestre. La combinaison de ces deux niveaux permettra d'octroyer un montant allant de « 0 » € à 1 599€ comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

choix 2ème semestre	choix 1er semestre	Palier 1	Palier 2	Palier 3	Palier 4	Palier 5
		0 €	483.00 €	1116.00 €	1357.50 €	1599.00 €
Palier 1	0 €	0	241.5	558	678.75	799.50
Palier 2	483.00 €	241.5	483	799.50	920.25	1041
Palier 3	1116.00 €	558	799.50	1116	1236.75	1357.50
Palier 4	1357.50 €	678.75	920.255	1236.75	1357.50	1478.25
Palier 5	1599.00 €	799.50	1041	1357.50	1478.25	1599

Une fois le montant de la prime déterminé comme ci-dessus, il sera décompté 1,52€ par jour (décompte de manière calendaire sur la base de 360 jours) de non-participation à l'activité.

Aussi seront décomptée chaque journée de :

- Maladie ordinaire
- Accident du travail/maladie professionnelle
- Tout type de congés exceptionnels (autorisations d'absences pour enfants malades, décès, mariage...)
- Absence non autorisée

Ne seront pas décomptés les jours suivants :

- Congés annuels
- RTT
- Absences formation – concours
- Absences pour activités syndicales
- Congés maternité
- Congés paternité
- Longue maladie, maladie de longue durée, qui n'ouvrent pas droit à versement

Article 7. – Clause de revalorisation

Les montants maxima (plafonds) évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Article 8. – La date d'effet des mises à jour

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au à compter de la constitution de son caractère exécutoire.

Ainsi, il est demandé au Conseil Communautaire d'adopter l'actualisation du RIFSEEP avec :

- L'augmentation de la fourchette haute de l'IFSE des gestionnaires de domaine passant ainsi de 500 € à 550 €,
- L'augmentation des fourchettes basses de l'IFSE des secrétaires et des agents (es) d'information ou de médiation sociale passant ainsi de 100 € à 150 €,
- L'alignement des fourchettes hautes de l'IFSE des responsables d'unité et des responsables de gestion à 1000 €,
- La mise à jour des conditions d'octroi des primes allouées aux régisseurs titulaires et suppléants,
- La précision concernant le calcul de décompte des jours de non-participation à l'activité pour le versement du CIA (décompte calendaire).

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'adopter l'actualisation du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel, comprenant le rapport de présentation et ses annexes comme faisant partie intégrante du dispositif.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, ADOPTE l'actualisation du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel, comprenant le rapport de présentation et ses annexes comme faisant partie intégrante du dispositif.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 février 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

LE REPERTOIRE DES FONCTIONS CASA

FONCTIONS de Catégorie A⁺ et A

DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES - DIRECTRICE GENERALE DES SERVICES

A+. Définit et met en œuvre les orientations stratégiques de l'établissement et les modes de gestion dans une finalité de service public. Assure l'articulation et l'harmonisation des différentes politiques. Participe à l'explicitation des orientations de l'établissement et à la mise en forme, avec l'équipe politique, d'un projet partagé par toutes les parties prenantes de l'action publique. Pilote l'organisation territoriale en cohérence avec les orientations préalablement définies. Supervise, arbitre, organise les moyens et ressources, pilote et adapte le projet d'organisation de l'établissement en déclinant les objectifs par directions générales.

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT - DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE

A+ Participe, sous l'autorité du directeur général des services ou de la directrice générale des services et au sein d'un comité de direction générale, au processus de décision et à la définition d'une ligne stratégique de l'établissement (au service des politiques publiques). Manage les directions dans son périmètre et par délégation, met en œuvre, régule, contrôle et évalue les plans d'actions. Dans son espace de délégation, contribue à la définition des politiques publiques sectorielles. Met en adéquation et coordonne les actions des différentes directions dans le cadre des orientations stratégiques. Assure le lien, la coordination et la transversalité dans la Direction Générale. Garantit les échanges au niveau de l'établissement.

DIRECTEUR - DIRECTRICE

A+ Participe à la définition et met en œuvre les orientations stratégiques de l'établissement territorial pour la politique publique dont il a la charge et dans les thématiques y afférentes. Dirige et organise la direction sur le plan administratif, technique, ressource humaine, budgétaire. Impulse et propose des actions en cohérence avec les choix et orientations stratégiques. Participe au comité de direction en informant et en se tenant informé(e) des projets des directions.

DIRECTEUR ADJOINT - DIRECTRICE ADJOINTE

A Sous l'autorité du directeur : Participe à la définition et met en œuvre les orientations stratégiques de l'établissement territorial pour la politique publique dont il a la charge et dans les thématiques y afférentes. Dirige et organise la direction sur le plan administratif, technique, ressource humaine, budgétaire. Impulse et propose des actions en cohérence avec les choix et orientations stratégiques.

RESPONSABLE DE SERVICE / RESPONSABLE DE MEDIATHEQUE

A. Concourt à décliner les politiques publiques en planifiant les différentes ressources allouées, en pilotant des projets et opérations, en relation et en cohérence avec les objectifs fixés par la direction. Optimise les procédures. Contrôle et évalue l'activité du service / de la médiathèque. Mobilise et fait évoluer sur un plan collectif les compétences professionnelles de l'équipe.

MEDECIN

A. Participe au parcours santé des agents en lien avec les autres acteurs de santé. Conçoit et met en œuvre des projets de santé publique, de promotion et de prévention sur son territoire d'intervention. Participe à l'élaboration et à l'exécution de la politique intercommunale dans son domaine d'intervention.

PSYCHOLOGUE

A. Conçoit des actions préventives et curatives au plan individuel et/ou familial. Réalise un travail clinique et éventuellement thérapeutique auprès des enfants et parents. Propose une écoute individuelle ou collective pour une prise de distance des situations

CHARGE(E) DE DEVELOPPEMENT THEMATIQUE

A. En charge du développement d'une politique sectorielle sur un territoire. Met en œuvre les orientations stratégiques de la collectivité en matière de développement et de redynamisation d'un territoire. Assure le pilotage et la contractualisation des projets sur un mode partenarial (animation du réseau des acteurs locaux) et selon plusieurs thématiques d'intervention possibles. Concourt à décliner les politiques publiques, contractuelles ou pas, en planifiant les différentes ressources allouées, en pilotant des projets et des opérations en relation et en cohérence avec les objectifs fixés par la Direction. **Management possible.**

RESPONSABLE / CONSEILLER - CONSEILLERE THEMATIQUE

A. Pilote les dossiers thématiques transversaux en relation et en cohérence avec les objectifs fixés par la direction. Apporte son conseil, son expertise, sa technicité et son analyse. Réalise et fait réaliser les analyses et études nécessaires. Force de proposition, il/elle accompagne sa hiérarchie dans la mise en œuvre des actions.

CHARGE(E) DE PROJET

A. Définit et procède, dans le cadre des orientations stratégiques fixées à l'élaboration technique d'un projet. Détermine les procédés techniques, coordonne l'ensemble des activités techniques, administratives, financières et humaines en relation avec les différents partenaires externes et internes, jusqu'à l'achèvement du projet.

FONCTIONS de Catégorie B

RESPONSABLE DE SECTEUR / D'UNITÉ (POSSIBILITE CATEGORIE A)

B. Conduit et contrôle conformément à une commande, à des prescriptions techniques, aux règles de santé et de sécurité au travail, un processus technique de réalisation d'une opération ou d'une procédure. Planifie les tâches des équipes et des agents et s'assure de la qualité des services faits. Participe aux projets de service ou direction et opérations de son unité ou secteur.

RESPONSABLE DE GESTION

B. Met en œuvre, conduit et contrôle les actions définies conformément à la réglementation en vigueur et aux contraintes de la collectivité (budgétaire, juridique et administrative...). Participe à la réalisation des projets transversaux dans son domaine.

TECHNICIEN - TECHNICIENNE TIC OU USAGE NUMERIQUE

B. Assure la gestion courante de l'exploitation dans le respect des plannings et de la qualité attendue. Surveille le fonctionnement des équipements informatiques physiques et logiques du centre de production, dans le cadre des normes, méthodes d'exploitation et de sécurité.

TECHNICIEN - TECHNICIENNE EN BATIMENT / VOIRIE

B. Conçoit, fait réaliser, en régie directe ou par des entreprises, des travaux de construction, rénovation, aménagement ou entretien concernant le patrimoine bâti ou la voirie, gère les équipements techniques de la collectivité dans le cadre des normes et des règles de sécurité.

INTERVENANTS SOCIAUX - INTERVENANTES SOCIALES (Animateurs, éducateurs, assistants de services sociaux) (Animatrices, éducatrices, assistantes de services sociaux)

B. Contribue, dans le cadre d'une démarche éthique et déontologique, à créer les conditions pour que les personnes, les familles et les groupes aient les moyens d'être acteurs de leur développement et de renforcer les liens sociaux et les solidarités dans leurs lieux de vie.

ASSISTANT(E) DE DIRECTION GENERALE DES SERVICES

B. Assiste un directeur général des services dans son organisation au quotidien. Apporte une aide permanente au Directeur Général des Services en termes d'organisation professionnelle, de gestion, de communication, d'information, d'accueil, de classement et de suivi de dossier. Recueille et traite les informations nécessaires au fonctionnement administratif du service. Participe à l'organisation pratique du service. Assiste un ou plusieurs responsables, suit et gère administrativement et /ou techniquement des dossiers thématiques

FONCTIONS de Catégorie C

RESPONSABLE D'EQUIPE (POSSIBILITE CATEGORIE B)

C. Organise et contrôle au quotidien l'activité de son équipe. Assure le lien avec des prestataires ou partenaires (internes et externes) et les usagers. Met en œuvre les décisions et applique les procédures. Vérifie au quotidien le respect des règles d'hygiène et de sécurité fixées par le règlement intérieur et le responsable comme manager de proximité.

GESTIONNAIRE DANS UN DOMAINE

C. Réalise les opérations administratives **et/ou techniques** inhérentes à un domaine d'activité donné, en appliquant les procédures et règles définies.

AGENT(E) DE MEDIATHEQUE

C. Accueille le public et entretient les collections (réception, équipement, petites réparations). Contrôle la qualité de la conservation. Gère les opérations de prêt et de retour et inscrit les usagers. Peut participer à l'acquisition et à la promotion des collections.

ASSISTANT(E) DE DIRECTION

C. Recueille et traite les informations nécessaires au fonctionnement administratif de la direction. Participe à l'organisation pratique d'une direction. Assiste un ou plusieurs responsables. Suit et gère administrativement et/ou techniquement des dossiers thématiques.

AGENT(E) D'INFORMATION OU DE MEDIATION SOCIALE

C. Accueille le public des services sociaux. Accompagne la première demande au plan administratif. Identifie et qualifie la demande sociale et oriente vers les services ou les professionnels concernés

AGENT(E) DE COLLECTE

C. Enlève, collecte et achemine les déchets ménagers et assimilés ou ceux issus de la collecte sélective jusqu'au lieu de traitement

AGENT(E) LOGISTIQUE

C. Assure un ensemble de tâches liées à l'entretien ou la maintenance d'un site et au fonctionnement logistique en tenant compte des directives et/ou d'après des documents techniques. Assure la réception, le stockage, la préparation des marchandises et matériels. Assure les opérations de manipulation des marchandises et matériels manuellement ou à l'aide d'engins spéciaux de manutention.

AMBASSADEUR - AMBASSADRICE DU TRI

C. Optimise la collecte sélective grâce à une communication orale de proximité et assure le suivi qualitatif et quantitatif des déchets valorisables.

AGENT(E) D'ACCUEIL ET D'INFORMATION (HORS SERVICES SOCIAUX)

C. Accueille, oriente, renseigne le public. Représente l'image de la collectivité auprès des usagers

CONTROLEUR - CONTROLEUSE

C. Vérifie et atteste de la conformité du service public par rapport à la politique de la collectivité. Contrôle la qualité, et assure un relais sur le terrain notamment en ce qui concerne les dysfonctionnements relatif à sa thématique.

SECRETAIRE

C. Recueille et traite les informations nécessaires au fonctionnement administratif du service ou de l'unité.

AGENT (E) CHARGE (E) DE LA MAINTENANCE DES VEHICULES

C. Maintient le véhicule automobile dans son état d'origine, en accord avec l'homologation du constructeur et les règles de sécurité et de protection de l'environnement

AGENT(E) D'EXPLOITATION ET D'ENTRETIEN DE LA VOIRIE, DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ET DES EAUX PLUVIALES

C. Exécute les travaux d'entretien courant pour maintenir la qualité du patrimoine de voirie afin d'assurer à l'usager des conditions de sécurité et de confort définis. Met en œuvre des actions d'exploitation du patrimoine de voirie afin de garantir la sécurité des déplacements et d'optimiser l'utilisation du réseau. Entretien les réseaux d'eaux usées et d'eau potable. Relève et change les compteurs d'eau potable. Réalise les branchements des installations privées sur le réseau public. Nettoyage et entretien des vallons et réseaux publics afin d'assurer l'évacuation des eaux pluviales.

AGENT(E) DE DECHETTERIE

C. Assure les opérations de réception des déchets, de surveillance du tri, de gardiennage et de gestion des équipements d'une déchetterie ou d'une plateforme de tri. Conseille et oriente les utilisateurs.

CONDUCTEUR RECEVEUR - CONDUCTRICE

C. Privé Assure la conduite d'un véhicule de transport en commun, l'encaissement des recettes, de la vente des titres à bord et l'entretien (propreté, niveau et gasoil) de son véhicule. Est le garant d'une qualité d'accueil au sein du Réseau.

CHARGE(E) DE CLIENTELE

C. Privé Fournit aux usagers toutes les informations relatives au réseau de transport en commun de la CASA, Envibus. Vend aux usagers tous les titres de la gamme tarifaire du réseau Envibus. Prend en charge les appels téléphoniques, se renseigne auprès du contrôleur de permanence sur les problèmes réseau. Photocopie trie et classe les dossiers et documents présents sur son lieu de travail.

LES MISSIONS

ADJOINT(E)

Missions communes aux adjoints

Informar et être informé(e) des projets et dossiers structurants de la direction, service..

En l'absence du supérieur hiérarchique et pour celui-ci

Expédier les affaires courantes

Assurer le management opérationnel de l'équipe (congrés, organisation de l'activité etc..)

Assister aux réunions

Assurer le relai et la transmission des informations

Mettre en attente ou relayer auprès du N+2 les dossiers stratégiques ou urgents

Missions propres à l'adjoint de directions - Permanentes

Conseiller le directeur dans la mise en œuvre des choix stratégiques et des projets de la direction

Apporter une expertise et impulser les choix stratégiques dans son domaine dédié

ASSISTANT(E) DE PREVENTION

Contribuer à l'amélioration du niveau de sécurité en assistant et en conseillant l'autorité territoriale et, le cas échéant, les services, dans la mise en œuvre des règles de santé et de sécurité au travail.

SSIAP

Les personnels des services de sécurité incendie ont pour mission d'assurer la sécurité des personnes et la sécurité incendie des biens (arrêté du 2 mai 2005)

1. Les agents des services de sécurité incendie ont pour missions (SSIAP 1)
2. Les chefs d'équipe des services de sécurité incendie ont pour missions (SSIAP 2)
3. Les chefs de service de sécurité incendie ont pour missions (SSIAP 3)

CHEF D'ETABLISSEMENT (RESPONSABLE DE SITE)

Il prend toutes dispositions, en liaison avec l'autorité administrative compétente, pour assurer la sécurité des personnes et des biens, l'hygiène et la salubrité de l'établissement – du site.

Il est le garant de l'ordre public dans l'établissement. Il dispose d'une compétence générale en la matière qu'il exerce pour le compte de la collectivité, nonobstant les dispositions réglementaires particulières.

Il pourra être destinataire d'instructions spécifiques décidées par l'autorité administrative face à un danger particulier (plan Vigipirate, pandémie grippale, plan canicule), dont les instructions seront formulées par l'autorité administrative de la collectivité à l'attention des responsable d'établissement et/ou des directeurs et validé en CHSCT.

FORMATEUR OCCASIONNEL / FORMATRICE OCCASSIONNELLE

Mettre en œuvre les objectifs de formation fixés par le commanditaire dans un cahier des charges. Elaborer, animer et évaluer, au plan pédagogique, des actions de formation réalisées au titre de la formation professionnelle.

TUTEUR / TUTRICE

Guider l'étudiant, l'apprenti ou le contrat d'avenir, favoriser son intégration dans le service, l'aider dans l'acquisition des compétences nécessaires et évaluer la qualité du travail effectué. Assurer le suivi technique et optimiser les conditions de réalisation du stage, apprentissage ou travail. Le tuteur ou la tutrice s'engage à prendre de son temps de travail pour l'accompagnement.

NAVETTE DU PERSONNEL

Conduire la navette mise en place pour les agents de la CASA afin de les conduire sur leur lieu de travail.

REGISSEUR

Réaliser pour le compte du comptable public les opérations de dépenses (régisseur d'avances) et/ou d'encaissement de recettes (régisseur de recettes) pour assurer un service de proximité.


ANNEXE 2 : MONTANT de L'I.F.S.E.

Part fixe : Prime mensuelle

REPERTOIRE DES FONCTIONS		
EMPLOIS	Catégories répertoire	Montants proposés au 01/02/2019 (dans la limite du plafond du cadre d'emploi de l'agent)
Directeur(trice) Général(e) des Services	A+	3500-4700
Directeur(trice) Général(e) Adjoint(e)	A+	2500-4300
Directeur(trice)	A+	1100-3500
Directeur(trice) Adjoint(e)	A	900-2800
Médecin (prime hors RIFSEEP)	A	700 – 1700
Responsable de service / Responsable de médiathèque	A	600 – 2100
Chargé(e) de développement thématique	A	600 - 2100
Conseiller(e) thématique / Responsable thématique	A	400-1500
Chargé(e) de projet	A	350-1200
Psychologue	A	300 - 431
Responsable d'unité / Responsable de secteur	A/B	350-1000
Responsable de gestion	B	300-1000
Technicien(ne) TIC (Informatique et numérique)	B	250 - 700
Technicien(ne) bâtiment / voirie	B	250 - 700
Intervenant(e) social(e)	B	250 - 600
Assistant(e) direction générale des services	B	200 - 550
Responsable d'équipe	B/C	200 –550
Gestionnaire d'un domaine	C	200 - 550
Assistant(e) de direction	C	200 - 500
Contrôleur(euse)	C	200 - 500
Agent(e) chargé(e) de la maintenance des véhicules	C	200 - 450
Agent(e) de logistique	C	150 - 450
Agent(e) de médiathèque	C	150 - 400
Chargé(e) de clientèle	C	150 - 350
Agent(e) d'exploitation et d'entretien de la voirie, des réseaux d'eau potable et d'assainissement et des eaux pluviales	C	150 - 350
Agent(e) de déchetterie	C	150 - 350
Ambassadeur(drice) du tri	C	150 - 350
Agent(e) de collecte	C	150 - 350
Secrétaire	C	150 - 350
Agent(e) d'information ou de médiation sociale	C	150 –350
Agent(e) d'accueil et d'information (hors services sociaux)	C	150 –350

Circulaire Etat - Mise en place RIFSEEP - 5 décembre 2014 - Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels: 4 groupes pour la catégorie A, 3 groupes pour la catégorie B et 2 groupes pour la catégorie C

MONTANT DE L'I.F.S.E.
Part variable : Sujétion particulière

Sujétions particulières répondant aux critères définis (*)	Montant	Conditions de versement et de retrait
Assistant(e) de prévention	50€/mois	<ul style="list-style-type: none"> - Etre désigné par les membres du CHSCT et exécuter effectivement les missions fixées par la lettre de cadrage - Fin : retrait de la mission par les membres du CHSCT motivé par le non exercice de l'intégralité des tâches ou démission de l'intéressé
Conduite de navette du personnel	50€/mois	<ul style="list-style-type: none"> - Conduite effective de la navette destinée à transporter le personnel - Fin : retrait automatique en cas de retrait, suspension du permis ou inaptitude à la conduite pour quelque motif que ce soit - Démission de l'intéressé
SSIAP	SSIAP 1 20€/mois SSIAP 2 30€/mois SSIAP 3 40€/mois	<ul style="list-style-type: none"> - Etre à jour de la formation et avoir obtenu le diplôme de SSIAP - Etre identifié comme SSIAP 1, 2 ou 3 dans la fiche de poste - Exercer effectivement les missions correspondantes - Fin : ne plus détenir le diplôme de SSIAP
CACES (grue, engin de chantier, chariot, ...)	20€/mois	<ul style="list-style-type: none"> - Etre à jour des formations et avoir obtenu l'autorisation de conduite - Etre identifié comme conducteur dans la fiche de poste - Exercer effectivement les missions correspondantes - Fin : retrait automatique de la prime en cas de retrait, de suspension du permis ou inaptitude à la conduite pour quelque motif que ce soit <p>  une seule prime CACES peut être versée même si l'agent détient plusieurs autorisations </p>

<p align="center">Prime salubrité (**) ½ taux</p> <p><u>Agents concernés :</u> Agents(es) de déchetterie avec ou sans conduite d'engins, sans encadrement Agents(es) de logistique Ambassadeurs(drices) du tri Agent(e) d'exploitation et d'entretien de la voirie, des réseaux d'eau potable et d'assainissement et des eaux pluviales Contrôleurs(euses), Responsables de gestion, Responsables d'équipe, Responsables d'unité/de secteur (selon missions exercées dans la fiche de poste)</p>	<p>Versement par jour réel de travail effectué sur la base du tableau de présence établi par la direction → 1,28€ brut/jour travaillé</p>	<p><u>Conditions :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire partie des agents concernés
<p align="center">Prime de salubrité (**) Taux plein</p> <p><u>Agents concernés :</u> Agents(es) de collecte Chauffeurs/Agents(es) de collecte Chauffeurs bennes Centre ancien / Eboueurs Agents(es) chargés(ées) de la maintenance des véhicules Agent(e) d'exploitation et d'entretien de la voirie, des réseaux d'eau potable et d'assainissement et des eaux pluviales Responsables d'équipe (Selon missions exercées dans la fiche de poste)</p>	<p>Versement par jour réel de travail effectué sur la base du tableau de présence établi par la direction → 2,56€ brut/jour travaillé</p>	<p><u>Conditions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire partie des agents concernés
<p align="center">Prime de conduite (**)</p> <p><u>Agents concernés :</u> Chauffeurs/Agents(es) de collecte Chauffeurs bennes Centre ancien / Agents(es) de collecte Agents(es) de déchetterie Conducteurs(trices) d'engins Responsables d'équipe, Responsables de gestion, Agents(es) chargés(ées) de la maintenance des véhicules, Agents(es) logistique, Contrôleurs(euses),</p>	<p>Versement par jour réel de travail effectué sur la base du tableau de présence établi par la direction → 2,50€ brut/jour travaillé</p>	<p><u>Conditions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire partie des agents concernés

Conducteurs(trices) de bus (Selon missions exercées dans la fiche de poste)		
Indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes (titulaires et suppléants)	Indemnité selon montant de cautionnement prévu par l'arrêté de nomination (***) Versement annuel	Conditions : - Bénéficiaires : agents titulaires, stagiaires ou contractuels de droit public, contractuels de droit privé et personnels extérieurs - Début : nomination par arrêté, régisseur titulaire et suppléant en activité - Retrait : fin de la mission régisseur titulaire et/ou suppléant
Transmission du savoir occasionnel	50€ / ½ journée	Conditions : - Bilan au 31/12 - Versement annuel, en janvier
Directeur unique	900€	Conditions : - Agent déclaré auprès de la Préfecture - Exercice sur une année pleine - Pas de prorata - Versement en janvier pour une année pleine

(*) Rappel :

Critères retenus pour fixer les sujétions particulières :

Contraintes particulières liées à l'exercice physique ou responsabilités particulières.

Indicateurs : vigilance, risque d'accident, risque de maladie professionnelle, responsabilité matérielle, responsabilité pour la sécurité d'autrui, effort physique.

Les sujétions qui font déjà l'objet d'une indemnisation dans le cadre du dispositif indemnitaire cumulable avec le R.I.F.S.E.E.P. ne doivent pas être pris en compte lors de la répartition des fonctions au sein des différents groupes de fonctions.

Les contraintes ou responsabilités ne doivent pas faire l'objet d'une prise en compte dans la part fixe de l'I.F.S.E.

()** *Les propositions tiennent compte des échanges entre la Direction concernée (DEN) et un panel d'agents représentant le personnel. Aussi 2 options sont retenues, toutes deux basées sur le versement mensuel.*

(*)** Indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes

Régisseur d'avances	Régisseur de recettes	Régisseur d'avances et de recettes		
Montant maximum de l'avance pouvant être consentie (en euros)	Montant moyen des recettes encaissées mensuellement (en euros)	Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement (en euros)	Montant du cautionnement (en euros)	Montant de l'indemnité de responsabilité annuelle (en euros)
Jusqu'à 1 220	Jusqu'à 1 220	Jusqu'à 2 440		110
De 1 221 à 3 000	De 1 221 à 3 000	De 2 441 à 3 000	300	110
De 3 001 à 4 600	De 3 001 à 4 600	De 3 001 à 4 600	460	120
De 4 601 à 7 600	De 4 601 à 7 600	De 4 601 à 7 600	760	140
De 7 601 à 12 200	De 7 601 à 12 200	De 7 601 à 12 200	1 220	160
De 12 201 à 18 000	De 12 201 à 18 000	De 12 201 à 18 000	1 800	200
De 18 001 à 38 000	De 18 001 à 38 000	De 18 001 à 38 000	3 800	320
De 38 001 à 53 000	De 38 001 à 53 000	De 38 001 à 53 000	4 600	410
De 53 001 à 76 000	De 53 001 à 76 000	De 53 001 à 76 000	5 300	550
De 76 001 à 150 000	De 76 001 à 150 000	De 76 001 à 150 000	6 100	640
De 150 001 à 300 000	De 150 001 à 300 000	De 150 001 à 300 000	6 900	690
De 300 001 à 760 000	De 300 001 à 760 000	De 300 001 à 760 000	7 600	820
De 760 001 à 1 500 000	De 760 001 à 1 500 000	De 760 001 à 1 500 000	8 800	1 050
Au-delà de 1 500 000	Au-delà de 1 500 000	Au-delà de 1 500 000	1 500 par tranche de 1 500 000	46 par tranche de 1 500 000

ANNEXE 3 : REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour la CATEGORIE A				
Cadre d'emplois	GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	IFSE Montant maxi CASA	CIA Montant maxi CASA
Emplois fonctionnels	Groupe 1	Directeur (trice) Général (e) des Services Directeur (trice) Général (e) Adjoint(e)	Réf. Cadre d'emplois: des Administrateurs gr1; des Attachés gr1; des ingénieurs en chef gr1 ou des ingénieurs gr1	1 599 €
Administrateurs territoriaux	Groupe 1	Directeur (trice) Général (e) des Services Directeur (trice) Général (e) Adjoint(e)	57 201 €	1 599 €
	Groupe 2	Directeur (trice)	53 601 €	1 599 €
	Groupe 3	Conseiller(e) thématique / Responsable thématique	48 201 €	1 599 €
Attachés territoriaux	Groupe 1	Directeur (trice) Général (e) des Services	41 001€	1 599 €
		Directeur (trice) Général (e) Adjoint(e)		
	Groupe 2	Directeur (trice) Directeur (trice) Adjoint(e)	36 201 €	1 599 €
	Groupe 3	Responsable de service / Responsable de médiathèque Chargé(e) de développement thématique	28 401 €	1 599 €
Ingénieurs en chef sous réserve et selon parution du décret	Groupe 1	Directeur (trice) Général (e) des Services Directeur (trice) Général (e) Adjoint(e)		1 599 €
	Groupe 2	Directeur (trice)		1 599 €
	Groupe 3	Conseiller(e) thématique / Responsable thématique		1 599 €
	Groupe 4	Responsable de secteur / d'unité		1 599 €
Ingénieurs territoriaux sous réserve et selon parution du décret	Groupe 1	Directeur (trice) Général (e) des Services Directeur (trice) Général (e) Adjoint(e)		1 599 €
	Groupe 2	Directeur(trice) Directeur(trice) Adjoint(e)		1 599 €
	Groupe 3	Responsable de service / Responsable de médiathèque Chargé(e) de développement thématique		1 599 €
	Groupe 4	Chargé(e) de projet Conseiller(e) thématique / Responsable thématique Responsable de secteur / d'unité		1 599 €
Conservateurs territoriaux	Groupe 1		38 401 €	1 599 €
	Groupe 2	Directeur(trice) Directeur(trice) Adjoint(e)	35 401 €	1 599 €
	Groupe 3	Responsable de service / Responsable de médiathèque	33 401 €	1 599 €

		Chargé de projet Conseiller(e) thématique / Responsable thématique Responsable de secteur / d'unité		
Bibliothécaires territoriaux	Groupe 1	Directeur(trice) Directeur(trice) Adjoint(e)	33 401€	1 599 €
	Groupe 2	Responsable de service / Responsable de médiathèque Chargé(e) de projet Conseiller(e) thématique / Responsable thématique Responsable de secteur / d'unité	30 401 €	1 599 €
Conseillers territoriaux des activités sportives sous réserve et selon parution du décret	Groupe 1			1 599 €
	Groupe 2	Directeur(trice) Directeur(trice) Adjoint(e)		1 599 €
	Groupe 3	Responsable de service / Responsable de médiathèque Chargé(e) de développement thématique		1 599 €
	Groupe 4	Chargé(e) de projet Conseiller(e) thématique / Responsable thématique Intervenant(e) social(e) Responsable de secteur / d'unité		1 599 €
Conseillers territoriaux sociaux éducatifs	Groupe 1	Directeur(trice) Directeur(trice) Adjoint(e)	21 321 €	1 599 €
	Groupe 2	Responsable de service / Responsable de médiathèque Chargé(e) de développement thématique Chargé(e) de projet Conseiller(e) thématique / Responsable thématique Intervenant(e) social(e) Responsable de secteur / d'unité	16 401 €	1 599 €
Médecins territoriaux sous réserve et selon parution du décret	Groupe 1	Directeur(trice) Directeur(trice) Adjoint(e)		1 599 €
	Groupe 2	Responsable de service / Responsable de médiathèque Chargé(e) de développement thématique Chargé(e) de projet Conseiller(e) thématique / Responsable thématique		1 599 €
Psychologues territoriaux sous réserve et parution du décret	Groupe 1			1 599 €
	Groupe 2	Directeur(trice) Directeur(trice) Adjoint(e)		1 599 €
	Groupe 3	Responsable de service / Responsable de médiathèque		1 599 €
	Groupe 4	Psychologue Responsable de secteur / d'unité		1 599 €

Répartition des groupes pour la CATEGORIE B				
Cadre d'emplois	GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	IFSE Montant maxi CASA	CIA Montant maxi CASA
Rédacteurs territoriaux	Groupe 1	Chargé(e) de développement thématique Conseiller(e) thématique / Responsable thématique Directeur(trice) Adjoint(e) Responsable de gestion Responsable de service / Responsable de médiathèque Responsable d'unité / Responsable de secteur	18 261€	1 599 €
	Groupe 2		16 601 €	1 599 €
	Groupe 3	Intervenant(e) social(e) Assistant(e) de direction générale des services Responsable d'équipe	15 046 €	1 599 €
Techniciens territoriaux sous réserve et selon parution	Groupe 1	Chargé(e) de développement thématique Chargé(e) de projet Responsable de gestion Responsable de service Responsable d'unité		1 599 €
	Groupe 2	Technicien(ne) en bâtiment / voirie Technicien(ne) TIC ou usage numérique		1 599 €
	Groupe 3	Responsable d'équipe		1 599 €
Assistants de conservation du patrimoine territoriaux	Groupe 1	Conseiller(e) thématique / Responsable thématique Responsable de gestion Responsable d'unité / Responsable de secteur Responsable de service / Responsable de médiathèque	17 401€	1 599 €
	Groupe 2	Intervenant(e) social(e) Agent(e) de médiathèque Responsable d'équipe	15 401 €	1 599 €
Animateurs territoriaux	Groupe 1	Chargé(e) de développement thématique Responsable d'unité / Responsable de secteur Responsable de gestion	18 261 €	1 599 €
	Groupe 2		16 601 €	1 599 €
	Groupe 3	Intervenant(e) social(e) Responsable d'équipe	15 046 €	1 599 €
Educateurs territoriaux des activités physiques et sportives	Groupe 1	Chargé(e) de développement thématique Responsable d'unité / Responsable de secteur Responsable de gestion	18 261 €	1 599 €
	Groupe 2		16 601 €	1 599 €
	Groupe 3	Intervenant(e) social(e) Responsable d'équipe	15 046 €	1 599 €
Assistants socio-éducatifs territoriaux	Groupe 1	Responsable de service / Responsable de médiathèque Responsable d'unité / Responsable de secteur Responsable de gestion	12 001 €	1 599 €

	Groupe 2	Intervenant(e) social(e) Responsable d'équipe	10 401 €	1 599 €
Moniteurs éducateurs territoriaux <i>sous réserve et selon parution du décret</i>	Groupe 1	Chargé(e) de projet Responsable d'unité / Responsable de secteur Responsable de gestion		1 599 €
	Groupe 2			1 599 €
	Groupe 3	Intervenant(e) social(e) Responsable d'équipe		1 599 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour la CATEGORIE C				
Cadre d'emplois	GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	IFSE Montant maxi CASA	CIA Montant maxi CASA
Adjoins administratifs territoriaux	Groupe 1	Assistant(e) de direction Assistant(e) de direction générale des services Gestionnaire d'un domaine Intervenant(e) social(e) Responsable de gestion Responsable de service / Responsable de médiathèque Responsable d'unité / Responsable de secteur Responsable d'équipe	11 001 €	1 599 €
	Groupe 2	Agent(e) d'accueil et d'information Agent(e) d'information ou de médiation sociale Agent(e) logistique Ambassadeur(trice) du tri Chargé(e) de clientèle Contrôleur(euse) Secrétaire	10 401 €	1 599 €
Agents de maîtrise territoriaux	Groupe 1	Gestionnaire d'un domaine Responsable d'équipe Responsable d'unité / Responsable de secteur Technicien(ne) TIC ou usage numérique	11 001 €	1 599 €
	Groupe 2	Agent(e) de collecte Agent(e) d'exploitation et d'entretien de la voirie, des réseaux d'eau potable et d'assainissement et des eaux pluviales Agent(e) de déchetterie Agent(e) chargé(e) de la maintenance des véhicules Agent(e) logistique Ambassadeur(trice) du tri Contrôleur(euse) Agent(e) d'accueil et d'information	10 401 €	1 599 €
Adjoins techniques	Groupe 1	Chargé(e) de projet	11 001 €	1 599 €

territoriaux		Responsable d'équipe Responsable d'unité / Responsable de secteur Technicien(ne) TIC ou usage numérique Gestionnaire d'un domaine		
	Groupe 2	Agent(e) d'accueil et d'information Agent(e) d'information ou de médiation sociale Agent(e) de collecte Agent(e) d'exploitation et d'entretien de la voirie, et des réseaux d'eau potable et d'assainissement et des eaux pluviales Agent(e) de déchetterie Agent(e) de médiathèque Agent(e) logistique Ambassadeur(trice) du tri Contrôleur(euse) Agent(e) chargé(e) de la maintenance des véhicules	10 401 €	1 599 €
Adjoints du patrimoine territoriaux	Groupe 1	Responsable d'équipe Gestionnaire d'un domaine	11 001 €	1 599 €
	Groupe 2	Agent(e) d'accueil et d'information Agent(e) d'information ou de médiation sociale Agent(e) de médiathèque Agent(e) logistique Secrétaire	10 401 €	1 599 €
Adjoints d'animation territoriaux	Groupe 1	Intervenant(e) social(e) Responsable d'équipe Gestionnaire d'un domaine	11 001 €	1 599 €
	Groupe 2	Agent(e) d'accueil et d'information Ambassadeur(trice) du tri Contrôleur(euse) Chargé(e) de clientèle Agent(e) logistique Agent(e) d'information ou de médiation sociale Secrétaire	10 401 €	1 599 €
Opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives	Groupe 1	Intervenant(e) social(e) Responsable d'équipe Gestionnaire d'un domaine	11 001 €	1 599 €
	Groupe 2	Agent(e) d'accueil et d'information Ambassadeur(trice) du tri Contrôleur (euse) Chargé(e) de clientèle Agent(e) logistique Agent(e) d'information ou de médiation sociale Secrétaire	10 401 €	1 599 €
Agents sociaux territoriaux	Groupe 1	Intervenant(e) social(e) Responsable d'équipe	11 001 €	1 599 €

		Gestionnaire d'un domaine		
	Groupe 2	Agent(e) d'accueil et d'information Ambassadeur(drice) du tri Contrôleur(euse) Chargé(e) de clientèle Agent(e) logistique Agent(e) d'information ou de médiation sociale Secrétaire	10 401 €	1 599 €

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 11/02/2019
Numéro : CC_2019_018
Nature : DE - Deliberations
Objet : RIFSEEP et Répertoire des fonctions - Actualisation
Matière : 4.5 - Regime indemnitaire

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 07v3FqR

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 21/02/2019
Identifiant : 006-240600585-20190211-CC_2019_018-DE

Acte reçu

Date : 11/02/2019
Numéro interne : CC_2019_018
Code nature : 1
Code matière 1 : 4
Code matière 2 : 5
Objet : RIFSEEP et Répertoire des fonctions - Actualisation
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190211-CC_2019_018-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 3
99_DE-006-240600585-20190211-CC_2019_018-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20190211-CC_2019_018-DE-1-1_3.PDF
99_DE-006-240600585-20190211-CC_2019_018-DE-1-1_4.PDF

N